

# Au risque de l'enlèvement

*En Libye et en Syrie, les régimes n'ont pas fini de s'acharner à rester au pouvoir*

Quatre mois après le début de l'insurrection libyenne en Cyrénaïque, trois mois après le début des frappes de l'OTAN, Mouammar Kadhafi résiste toujours et semble plus que jamais déterminé à rester au pouvoir. En dépit de bombardements massifs par la coalition occidentale des infrastructures et équipements militaires de l'armée régulière libyenne, les forces du CNT patinent et, sans l'appui déterminant de l'OTAN, auraient vraisemblablement été balayées depuis longtemps.

Plus à l'est, au Proche-Orient, la répression continue en Syrie. Malgré les menaces, en dépit aussi de sanctions occidentales qui se renforcent, le président Bachar El-Assad continue de massacrer allégrement son peuple sans qu'il ne soit possible, à ce jour, de mettre fin à la spirale sanguinaire qui a pris place dans le pays.

Comment expliquer que ces deux pays, mis sous pression internationale, puissent poursuivre comme si de rien n'était leur stratégie de répression intérieure face à leurs opposants ? Tout d'abord, l'armée occupe dans chacun de ces deux pays une place centrale. Pilier des deux régimes, les forces armées ont conservé au colonel Kadhafi et au dirigeant syrien leur entier soutien. Là où certains ont vu en Tunisie puis en Egypte une révolution populaire balayant des dirigeants tyranniques et corrompus, une approche plus lucide aurait montré que ce sont en fait les armées de ces deux pays qui ont fait partir les familles dirigeantes. En Libye comme en Syrie, les armées nationales sont restées fidèles et loyales.

Ceci s'explique aisément, c'est là le deuxième point à souligner, par les logiques d'allégeance qui structurent les régimes concernés. Celles-ci n'ont rien à voir avec nos critères occidentaux, que l'on retrouvait en partie, même modestement, en Tunisie et en Syrie. En Libye, ce sont les tribus autour desquelles s'articule la vie politique et sociale du pays. Celles de l'Est se sont ralliées au CNT de Benghazi, celles de l'Ouest, dans leur majorité, restent fidèles au colonel Kadhafi, d'où la césure actuelle du pays en deux ensembles et l'apparente solidité du régime libyen.

En Syrie, la logique qui prévaut est davantage ethno-religieuse que tribale. La minorité alaouite (branche du chiisme) contrôle la totalité des leviers du pouvoir à l'échelle du pays en dépit de sa faiblesse démographique (10 % de la population). Certes, au fil du temps, le régime a su associer au pouvoir quelques autres minorités (chrétiens, druzes, etc.) et une partie de la bourgeoisie sunnite. Il n'en demeure pas moins que la ligne de fracture qui prévaut aujourd'hui est une opposition qui se radicalise entre la majorité sunnite (80 %) et le pouvoir alaouite dont les élites règnent sans partage sur tous les postes clés, y compris dans l'armée où l'essentiel des postes d'officiers lui ont été réservés. Ceci explique le bon fonctionnement des machines politico-administrative et répressive syriennes et le peu d'impact des manifestations, cantonnées géographiquement à des territoires ou quartiers sunnites, sur le fonctionnement quotidien de l'Etat.

De fait, ces caractéristiques propres expliquent la capacité de résilience de la Libye et de la Syrie face aux pressions internationales et, dans le cas libyen, aux frappes armées. Dans ce monde multipolaire qui se renforce, où l'Europe et l'Occident apparaissent moins dominants, il est de plus en plus difficile aujourd'hui de mener des actions fortes lorsqu'elles ne font pas l'unanimité de la communauté internationale. C'est particulièrement vrai dans le cas syrien pour lequel la Russie se refuse à emboîter le pays aux Européens. Dès lors qu'une stratégie militaire est retenue, autre leçon à méditer, seule une masse critique est susceptible de faire plier l'adversaire.

Or, actuellement, le degré d'engagement en termes d'hommes et de matériels est largement insuffisant si l'objectif est de faire partir rapidement le colonel Kadhafi. Ce qui pose, soit dit en passant, la question de la capacité qu'ont les Européens, hors impulsion et engagement importants des Etats-Unis, à mener à bien de manière autonome des opérations d'envergure. Et si nous étions au bord de l'enlisement ?

Pascal LOROT, *Le nouvel Economiste*, 24 juin 2011